

Chapitre Introductif 2 : Sir Dudley North

(16 May 1641 in Westminster – 31 December 1691 in London)

- « *Discourses upon trade* » - 1691-

PLAN du Chapitre Introductif 2

Introduction : Biographie de Dudley North, et histoire de son œuvre : « *Discourses upon trade* » (1691)

- a) Biographie
- b) Un texte auréolé de « mystères »
- c) La célébrité des « *Discourses* »
- d) Le choix de notre présentation

PREMIER DISCOURS : Discours sur la baisse du taux de l'intérêt

Introduction

- 1) Les idées reçues sur l'échange, ou commerce ou « trade »
- 2) Baisse ou hausse du taux d'intérêt sont tout aussi légitimes
 - a) L'obsession d'une régulation à la baisse du taux d'intérêt
 - b) La fonction des taux élevés
 - c) La véritable question
- 3) Le prix de la monnaie est déterminé par les lois du marché
 - a) Définition du crédit comme marché des fonds prêtables
 - b) Les inégalités d'accès au crédit
- 4) Comment le marché peut-il s'accommoder de l'interventionnisme ou *la leçon de D. North*
- 5) Les formes de la fantasmagorie financière

SECOND DISCOURS : Discours sur la frappe, le rognage et l'augmentation de la monnaie

I) Richesse et pauvreté ne sont que des phénomènes de marché

- II) Critique du chrysohédonisme
- II2) La métaphore du *mendiant*
- II3) Généalogie du trade : correction de jugements erronés
 - a) Une proposition de bon sens : La source de la richesse est l'échange de biens issus du travail humain
 - b) Démonstration par l'absurde
 - c) Le rôle de la psychologie humaine ou des « appétits »
 - d) Lois somptuaires

II) Définition, nature et conséquences de la régulation monétaire par l'Hôtel des monnaie

III1) La monnaie nationale estampillée est l'équivalent le plus sûr

II2) La question de la quantité de monnaie ou la TQM de North

III) Pour en finir avec *le rognage de la bonne monnaie* : le rôle décisif des marchands

III1) la liberté d'émission nuit à l'ensemble de la Nation

III2) Si perte il y a, les victimes en sont les marchands et commerçants

- a) La mesure de la perte due au rognage et le stratagème de North : « *le rognage tue le rognage* »
- b) Qui subit la perte et qui peut y remédier ?

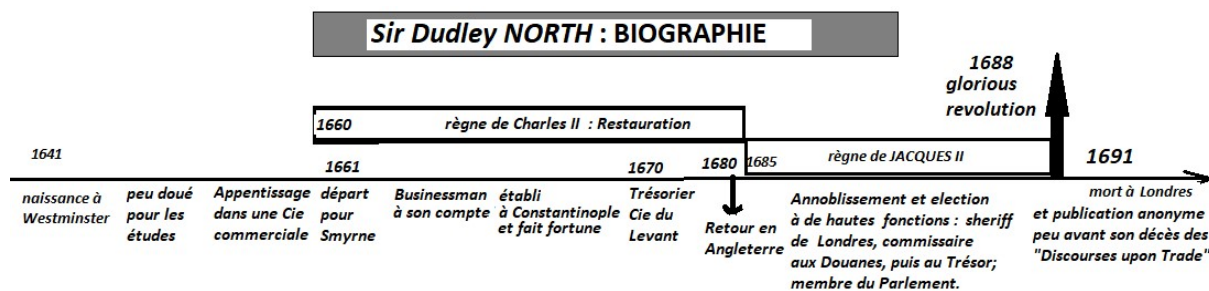
POSTSCRIPT : « Notes additionnelles aux observations précédentes »

Conclusion générale au Chapitre introductif 2

Introduction : Biographie de Dudley North, et histoire de son œuvre : « *Discourses upon trade* » (1691)

a) Biographie

La vie de Dudley North, dans la seconde moitié du 17^e siècle, est comme le montre la biographie ci-dessous, celle d'un enfant (né dans une famille de notables) peu doué pour les études, et qui passionné pour le commerce international, quitte sa patrie pour cette cause et devient un Businessman fortuné à Constantinople. Il revient en Angleterre après 20 ans d'exil. Il en profite pour combler les lacunes issues de ses mauvaises années d'étude. Ses compétences font de lui un homme très demandé par le Conseil Royal. Il est anobli sous le règne de Jacques II, et occupe de hautes fonctions, toutes liées à la gestion des finances publiques. On dit qu'à son retour d'exil, il s'étonnait que tous plaçaient leur argent chez les Orfèvres, et lorsqu'il chercha à Londres une banque pour y placer 50£, il tomba sur une banqueroutière. Le pays connaissait de graves problèmes monétaires et financiers, qu'allaient confirmer la création de la Banque d'Angleterre en 1694, et la décision dite du « *great recoinage* » (ou refappe des monnaies à leur poids antérieur) prise en 1696 (voir notre Chapitre introductif 3 : « John Locke »).



b) Un texte auréolé de « mystères »

S'il est un écrit ou pamphlet qui puisse être dit de première main d'un marchand, ce sont les « Discourses de North ». Quarante années de pratique commerciale et financière, privée puis publique, sont la source de cette publication limitée à 37 pages, unique et anonyme, datant de quelques semaines avant son décès en 1691. Elle a pour la première fois été présentée dans la biographie de Dudley, réalisée par son frère Roger North : « *Life of the Hon Sir Dudley North* » 1744.

Mais également, s'il est un pamphlet auréolé de mystères ce sont aussi les « *Discourses de North* ». On ne peut rien lire à leur sujet qui ne fasse référence à ces mystères qui concernent :

- L'auteur : est ce bien Dudley ou son frère Roger North ?
- La Préface (généralement jugée éclairante quant à la méthode de North) signée Roger, ne serait elle pas de Dudley lui-même ?
- La disparition (voire la destruction), annoncé par Roger North en 1744, puis la redécouverte de l'Essai. Des soupçons pèsent sur l'originalité même de l'œuvre.
- Et bien d'autres questions encore.

On pourra trouver un exposé complet du mystère des « *discourses* » de North dans : William Letwin : *The origins of scientific economics – English economic thought 1660-1676* – Routledge – 1963. Comme l'indique le titre du Chap IV, partie III de son ouvrage : « *the authorship of Sir Dudley North's « Discourses upon trade »* », M. Letwin établit quant à lui, la paternité de Dudley North, tout en accordant un rôle important dans la rédaction, à son frère Roger, considéré par Letwin comme plus cultivé.

On comprend que l'impact de cette œuvre ait pu être limité, et ceci jusqu'au début du 19^e siècle.

C'est James Mill qui, le premier, lisant la biographie de Dudley écrite par Roger, souligne en 1818, la pertinence de son analyse des principes du commerce. James Mill ne put cependant lire les « *discourses* » disparus. La réputation de Dudley parmi les économistes grandit dans un contexte de dispute autour de l'interventionnisme monétaire (*Bank restriction Act*) et agricole (*Corn Laws*). Aussi

la quête des « *Discourses* » finit-elle par atteindre son but grâce à John Ramsey Mac Culloch (disciple de Ricardo), qui découvrit à Edinburgh une copie chez un libraire, Le Révérend Rogers Rudin. Il les republie en 1856, et ils le seront de nouveau en 1907 par J.H Hollander. La réputation se trouva vite fondée, et les éloges se multiplièrent. Dudley North entraît au 19^e siècle dans ce que l'on baptisât de « *triumvir célèbre du 17^e* » : Petty, North, Locke, c'est-à-dire les fondateurs du libéralisme économique moderne.

c) La célébrité des « *Discourses* »

Les 37 pages de North n'ont pas manqué de marquer les historiens de la pensée les plus importants :

A commencer par Mc Culloch, lequel, malgré la polémique de Roscher, a établi leur réputation :

« a more able and comprehensive statement of the true principles of commerce than any that had primarily appeared, either in the English or any other language »

« un exposé on ne peut plus compétent et éclairant sur les véritables principes du commerce, qui n'ait jamais été fait auparavant, ni en langue anglaise, ni dans toute autre langue ».

Mac Culloch, le diffusant à Ricardo, qui enchaîne à son tour :

« I had no idea that anyone entertained such correct opinions, as are expressed in this publication, at so early a period »

« Je n'aurai jamais pensé que quelqu'un ait pu exprimer des opinions aussi correctes, que celle de cette publication si précoce »

Et Karl Marx, qui dans « *Le Capital* » (Livre III) fait l'éloge de l'homme lui-même, et de sa conception de la monnaie :

« Sir Dudley North, qui fut à la fois un des plus grands négociants anglais et un des théoriciens de l'Economie politique les plus remarquables de son époque, nous montre quelle importance avait encore en Angleterre, dans le dernier tiers du XVII^e siècle, avant le développement du crédit moderne, les prêts aux propriétaires fonciers et aux riches en général ».

Et de sa théorie de l'intérêt : *« Chez Sir Dudley North on trouve la première conception juste de l'intérêt. qui s'oppose à l'idée qu'en a Locke »*

Marx – TSP - (voir notre chapitre introductif 3 « John Locke »).

William Ashley (1860-1927) (dans : « *The Tory Origin of Free Trade Policy* » : Quarterly Journal of Economics, 1897), s'oppose au point de vue de Mc Culloch, pour qui la question du commerce n'est pas une affaire de partis, c'est-à-dire politique. Il situe au contraire l'Essai de North comme un des emblèmes de l'origine Tory du « libre échange ». Selon lui, Dudley North, J Child, C. D'avenant et N. Barbon forment un groupe de pamphlétaires, dont il dit :

« these four men, differing completely as they did from one another in training and practical interests, had yet one trait in common besides their 'liberal views' concerning trade: they were all Tories. »

Ses arguments reposent pour partie sur l'histoire des « *Discourses* ». C'est sans doute à lui, que l'on doit d'ailleurs l'expression de « *mythe* » ou *mystère* à propos des « *Discourses* » :

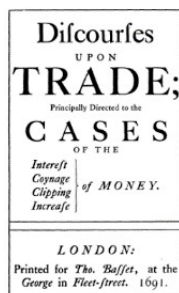
« All this does but illustrate the growth of myth ».

Dépassant le mythe, il juge à la lumière de l'histoire politique (se référant dans le détail à l'historien Mc Cauley), et à l'expression de celle-ci dans la réglementation et les lois. Pourquoi est il probable que l'Essai ait pu avoir été détruit, peut être même par le Gouvernement ? A cause de son inadéquation à la

nouvelle politique monétaire, celle de la « Glorious Revolution ». Par exemple, tandis que North défendait la lutte contre le rognage sans frais pour la collectivité (voir notre présentation plus bas), la loi dite du « *Great recoinage* » a consisté en une dévaluation (retour à l'ancienne valeur de la monnaie) assortie d'une taxe générale. Et plus généralement, la nouvelle politique interventionniste et protectionniste, bien que libérale, s'opposait à l'orientation libre échangiste absolue de North, J. Schumpeter, lui, pense à la différence de Letwin, que Dudley North est le rédacteur de l'ensemble des « *Discourses* » y compris la préface, insiste sur l'« anti mercantilisme » de North, et donc sur sa défense d'un « libre échange » inconditionnel. En mettant clairement en évidence le rôle des *lois du marché*, D. North est considéré par Schumpeter, aux côtés de Barbon, Davenant, Pollexfen comme l'un des précurseurs de l'analyse en terme d'équilibre. Et dégagant les deux ''clans'' rivaux à propos des effets d'une politique de baisse du taux de l'intérêt, il montre que les partisans des *effets négatifs sur la richesse* : Petty, North, Locke, Pollexfen, ont vaincu ceux des *effets positifs* : Child, Culpeper. D. North considérant avec Petty et Barbon, que *la baisse du taux d l'intérêt n'est pas la cause, mais l'effet de l'accroissement de la richesse*. Schumpeter voit cependant une limite dans les « *Discourses* », qui est l'absence d'une théorie de l'équilibre automatique des échanges internationaux. En cela les « *Discourses* » de North restent largement en deçà de la théorie du commerce international défendue par I. Gervaise, car North ignore les prix.

d) Le choix de notre présentation

Les « *Discourses de North* » se présentent comme ceci :



Que l'on peut traduire par :

« *Discours sur le commerce, principalement orientés vers le cas de l'intérêt, la frappe, le rognage, la croissance de la monnaie*

Londres, 1691

Une préface précède les deux discours : Le premier sur *la baisse du taux de l'intérêt* (« *abatement of interest* »), et le second sur : « *frappe, rognage et hausse de la quantité de monnaie* ». Un « *Postscript* » conclut les « *Discourses* » consistant en : « *Notes additionnelles aux observations précédentes* »

Aucun des deux discours ne comporte de division en paragraphes. Leur présentation est toutefois fluante et très rigoureuse, du fait de la logique de l'argumentation.

La présentation ci-dessous, suit cette logique à l'aide d'un plan en paragraphes. Nous laissons le soin au lecteur de parcourir la Préface de l'œuvre. On y trouvera la présentation élogieuse par Roger North de la méthode cartésienne, suivie par son frère Dudley, ainsi que le résumé des « 14 Maximes du libre échange » contenues dans le texte des « *Discourses* ». Méthode et maximes que notre présentation met également en évidence.

PREMIER DISCOURS : Discours sur la baisse du taux de l'intérêt

A DISCOURSE Concerning the Abatement of INTEREST.

Introduction

Le « *discourse upon trade* », « *case of the interest* », (Discours sur le commerce, cas de l'intérêt) s'inscrit dans le conflit de la seconde moitié du XVII^e entre deux factions : « *landed men* » et « *moneyed men* », donc entre propriétaires terriens bénéficiaires de *rentes du sol*, et capitalistes ou détenteurs de capital argent, subsistant par l'*intérêt de l'argent* placé dans le commerce (*Trade*), ou plus généralement échangé. Le sujet est celui de nombreux théoriciens de l'époque, dont Petty, Barbon et Locke.

Rompant avec l'argumentation scolastique, D. North, comme le dit son frère R. North dans la Préface, adopte le rationalisme cartésien, et la méthode de Descartes résumée par l'adage connu : « *le bon sens est la chose la mieux partagée du monde* ». Le « bon sens » qui fait son chemin à l'époque mercantiliste, à propos de l'argent, est de nature *économique* (et non théologique ou moral). S'il n'innove pas par cette orientation philosophique, D. North l'infléchit dans la voie du « *free trade* » ou libre échange, considérée comme l'attitude la plus rationnelle, car avantageuse pour tous et réalisant les principes de justice. **On reconnaît à l'ensemble des « *discourses* », cette originalité d'être, à la fin du XVII^e, l'exposé le plus convaincant des *Principes naturels du libre-échange*, dont celui de la détermination des prix par la loi de l'offre et de la demande.**

« *Case of the interest* » consiste donc à remettre en cause, le discrédit de l'argent, et les idées reçues sur lesquelles repose ce discrédit. L'argumentaire économique de North est exprimé brièvement (« *case of the interest* » ne comporte que 8 pages). Mais de manière rigoureuse, traduisant une maîtrise du commerce, du rôle du détenteur de capital, et des contraintes comptables auxquelles celui-ci est confronté. Que l'on soit dans ces « *discourses* » aux origines de la défense des intérêts des entrepreneurs et hommes d'affaires, mais aussi de la gestion rationnelle des comptes publics (puisque North, anobli, a occupé aussi de telles fonctions), est un fait indéniable.

Le titre du premier discours est plus précisément : « *A discourse concerning the abatement of interest* ». Le sujet est celui de l'époque : la baisse souhaitée du taux de l'intérêt de l'argent. Les lois sur l'usure prouvant à la fois son ancienneté et son actualité. L'actualité est celle de la légitimité de la législation sur un taux réduit à 4 %, dont le porte parole principal est alors Sir Josiah Child.

Le taux de l'intérêt décrié, étant le revenu lié principalement aux activités commerciales, il importe d'abord pour l'auteur de définir ce que l'on entend par commerce (« *Trade* »).

1) Les Idées reçues sur l'échange, ou commerce ou « *trade* »

North définit le « *trade* » comme tout échange, monétaire ou non, réalisé en vue de s'enrichir. Cependant la forme argent de l'échange, donc de la richesse, s'est imposée comme conséquence des avantages collectifs procurés par les *qualités des espèces d'or et d'argent*, mais aussi de leur rareté. La collectivité dispose ainsi d'un « *standard of common measure to deal with* », c'est-à-dire qu'un « *équivalent général* ». De l'échange marchand ainsi défini naît la richesse, protéiforme : terre, marchandises, métaux précieux, lesquels engendrent les patrimoines : privés, locaux, nationaux. Il s'ensuit une partition entre richesse et pauvreté : des individus, des nations.

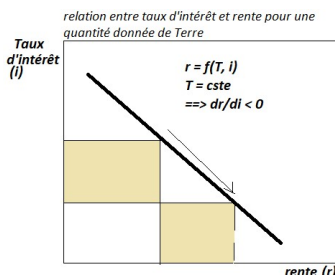
Il n'y a pas de différence, dit l'auteur, entre la richesse accumulée en terres, et celle accumulée en marchandises ou métaux précieux. Les détenteurs de capitaux prêtent à *intérêt*, tout comme les propriétaires terriens louent la terre contre *rente*. On pourrait tout aussi bien, dit North, appeler *rente du capital*, ce que l'on dénomme intérêt. Et il pousse ironiquement la similitude (à des fins critiques, voir plus loin) en assimilant les propriétaires eux-mêmes, contre l'habitude acquise de les opposer : « *Thus* Rachid FOUDI : *Cours d'histoire de la pensée économique* – « *Sir Dudley North : 'Discourses upon trade* » -

to be a Landlord, or a Stock-Lord is the same thing » (Seigneur de la terre, et Seigneur du capital, c'est la même chose).

2) Baisse ou hausse du taux d'intérêt sont tout aussi légitimes

a) L'obsession d'une régulation à la baisse du taux d'intérêt

Après avoir traité de la nature des revenus, et du rôle de leurs titulaires, North en vient au *niveau des revenus*. Il s'élève contre la véritable obsession que représente la nécessité d'une régulation à la baisse du taux de l'intérêt. Ses arguments sont fondés sur la relation inverse entre intérêt et rente, implicite chez le vulgaire :



Le taux doit baisser conformément à l'idée reçue d'une légitimité accrue de la rente sur l'intérêt de l'argent. North renverse ce présupposé. *C'est la supériorité de l'intérêt sur la rente qui est légitime, eu égard à la nature du bien cédé* : le locataire du sol ne peut emporter celle-ci, tandis que l'emprunteur de capital présente toujours un risque et une incertitude pour le prêteur.

Bien plus, c'est l'offre et la demande de prêt qui déterminent le prix de la monnaie (ou intérêt). En aucune manière un faible niveau du taux d'intérêt ne créerait des échanges, car c'est au contraire les échanges, qui, accroissant le volume du capital de prêt, jouent à diminuer le taux de l'intérêt. L'exemple est celui de la Hollande, où le taux courant est de l'ordre de 6% sans aucune législation.

L'idée reçue vient aussi de faits historiques mal interprétés.

Ainsi a-t-on vu, rappelle D. North, à plusieurs reprises le taux fixé à 3 ou 4%. Mais ils étaient hors marché, car appliqués à des titres hypothécaires, imposés, et destinés à protéger des catégories particulières, telles que les veuves appauvries et les orphelins.

De taux de niveau aussi faible ont été pratiqués par les banques d'Amsterdam ou celle de Venise. Il s'agissait dans ce cas aussi, de taux particuliers, destinés à la fois à nourrir les finances publiques, tout en satisfaisant la demande de monnaie, sous forme de titres échangeables et fluctuants selon l'offre et la demande. On a donc vu des banques, là où il s'agissait de « banques de dépôts ».

b) La fonction des taux élevés

Les conséquences et avantages de taux élevés, ne sont pas, comme on le pense, simplement dans l'usure.

α) La hausse du taux diminue la thésaurisation et draine la monnaie vers le commerce, tandis qu'un faible taux la fait refluer. Or, Les pratiques de thésaurisation pour le prestige et l'honneur (vaisselle de luxe, trésor etc..) sont courantes parmi les propriétaires fonciers. Ce qu'ils ne feraient pas, ou ne devraient pas faire, si le taux était élevé.

β) L'afflux de devises étrangères augmente lorsque le taux est attrayant.

c) La véritable question

Qui cherche donc à tirer avantage d'une baisse du taux d'intérêt, et celle-ci est-elle souhaitable ? D. North apporte une réponse plutôt cinglante contre la propriété foncière. Réponse qui repose sur une théorie des choix rationnels, sous contrainte législative, entre placement monétaire (ou crédit) et commerce de marchandises.

3) Le prix de la monnaie est déterminé par les lois du marché

a) Définition du crédit comme marché des fonds prêtables

Les agents des transactions financières sont les emprunteurs et les prêteurs (« borrowers and lenders »). Il importe de distinguer deux types de transaction financières entre ces agents :

α) Les Prêts hypothécaires

β) et les prêts sur titres privés ou publics

Les taux associés diffèrent par nature, et donc existe donc une concurrence entre ces transactions, et une possibilité d'arbitrage pour tirer avantage. On peut, dit North, évaluer à 1/10^e du total des emprunts intérieurs, ceux destinés au commerce. Donc l'essentiel du crédit repose sur des prêts destinés au luxe, ou pour la dépense de propriétaires fonciers, sur consommateurs, endettés au-delà des revenus de leur terre, et qui préfèrent hypothéquer celle-ci.

b) Les inégalités d'accès au crédit

Aussi la réponse est-elle : faciliter l'intérêt, n'est pas rendre service au commerce mais au luxe. Tandis que les petits commerçants doivent s'endetter auprès des riches à des taux prohibitifs non de 5,6 ou 8%, mais 10 ou 12%.

Il existe par conséquent une inégalité d'accès au crédit. Elle est due au *marché financier, tel qu'il vient d'être décrit*. La demande par le commerce étant contrainte, le marché des prêts-emprunts est fatalement un *marché d'offre*, rigide et à taux élevés.

Certes pourrait on dit North, tenir les commerçants pour « techniquement » responsables. Ils pourraient jouer sur l'intervalle entre l'emprunt et l'approvisionnement en marchandises, pour faire fructifier préalablement leur capital. Encore faut-il que l'offre de prêts augmente quantitativement, dit North ironiquement, par exemple sous la forme d'une hausse de l'offre légiférée (inconcevable puisque les propriétaires fonciers devraient légiférer contre leurs intérêts).

Un autre exemple venant appuyer cette thèse de l'impuissance de la législation face aux lois du marché, est celui des armateurs de navires, dont le travail est d'un grand rapport, de l'ordre habituel de 36%. Tout remède interventionniste à ce taux, serait désastreux pour les navires et la profession. Alors que l'intérêt général et privé sont pourtant satisfaits.

4) Comment le marché peut-il s'accommoder de l'interventionnisme ou la leçon de D. North

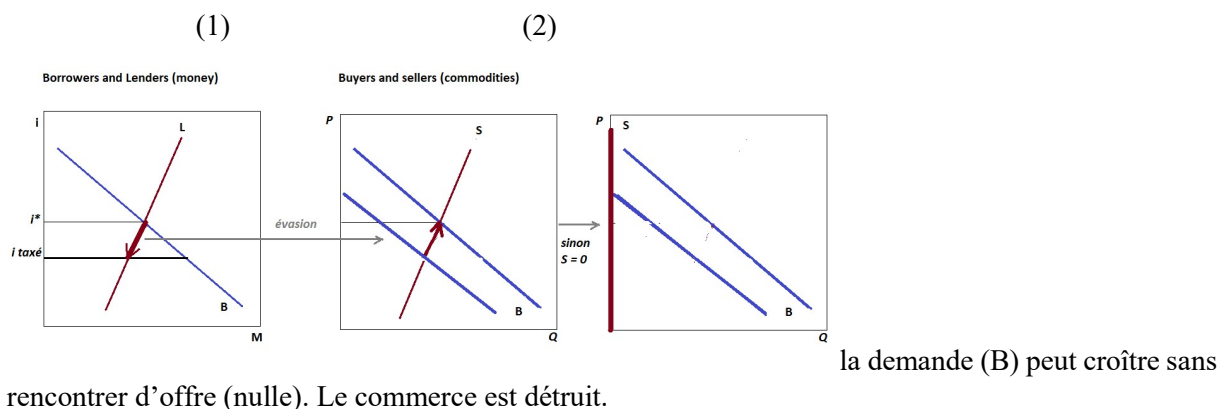
La conclusion vient d'elle-même. Elle est celle de la nécessité du *libre-échange*, en matière financière et commerciale. North écrit :

Thus when all things are considered, it will be found best
for the Nation to leave the Borrowers and the Lender to make
their own Bargains,

Ce sont les circonstances des échanges, sur lesquelles repose le modèle hollandais où : les faibles taux sont ceux de la prospérité, tandis que les taux élevés sont ceux de la pauvreté. La thèse de D. North est alors que dans cette dernière situation, l'interventionnisme ne ferait qu'accentuer le processus. Cette thèse est centrée sur *les déviations (ou évasion) par rapport à la loi*. Le principe étant : les agents
Rachid FOU DI : Cours d'histoire de la pensée économique – « Sir Dudley North : 'Discourses upon trade » -
1691 - Chapitre introductif 2 - Page 7 sur 17 -

financiers (emprunteurs-prêteurs de monnaie) dissuadés par de faibles taux, contournent (comme acheteurs-vendeurs) ce désavantage, au moyen d'autres marchandises, soit des biens, soit des titres ou d'autres moyens encore. La démonstration peut être exposée de manière géométrique :

Le cas normal de l'évasion est le raisonnement (1) → (2)

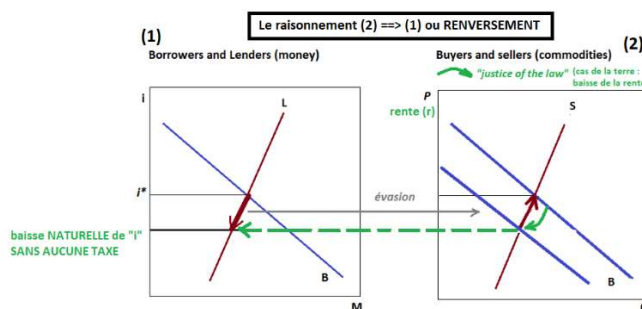


L'auteur en déduit ce qu'il nomme *un principe général du commerce* : Plus les échanges de « commodities » croissent et les prix augmentent (entre S et B), plus les taux entre emprunteurs et prêteurs s'accroissent.

The consideration of all these Matters, makes out an universal Maxime, That as more Buyers than Sellers raiseth the price of a Commodity, so more Borrowers than Lenders, will raise Interest.

Ainsi la loi du marché est-elle applicable au prix de la monnaie. Le taux de l'intérêt monétaire n'est pas indépendant des prix des autres transactions (prix des marchandises, intérêts de titres commerciaux...). Ce qui peut signifier deux choses : 1) la quantité de monnaie suffisante est celle déterminée par les besoins de transactions 2) le taux de l'intérêt est liée à l'équilibre des transactions sur le marché des biens et service.

Ces principes permettent à D. North de *renverser son argumentation*, afin de révéler la véritable nature du problème défini comme : le niveau élevé de la rente, et non celui du taux de l'intérêt. Le raisonnement (1) → (2) étant donné, il avance que ce ne serait que justice, si l'Etat en décrétant que la location du sol par acre doit passer de 10£ à 8£, décréterait en même temps que l'intérêt du capital soit ramené de 5% à 4%. Ce qui correspond au raisonnement (2) → (1) ci-dessous :



Ce qui laisse supposer que l'intervention première doit concerner la « terre » dont l'état devrait diminuer la rente, et alors dit North, le taux de l'intérêt monétaire diminuera (sans taxe) du fait du principe général du commerce (par renversement du schéma : de droite à gauche). Autrement dit, North répond au comment, en vertu des principes naturels gouvernant l'offre et la demande de prêts et le taux d'intérêt, l'Etat peut diminuer ce taux en respectant la justice, c'est-à-dire la propriété, celle de la terre ou celle du capital.

Au total, considérant l'argument (qu'il ne partage pas) de la baisse du taux de l'intérêt prônée par les partisans de la propriété foncière, **D. North parvient finalement à cette leçon selon laquelle, en légiférant sur la baisse de la rente, on atteint le résultat souhaité simplement en respectant les lois du marché.** Cartésienne, cette démonstration l'est doublement : elle recourt au *bon sens* (choix du moyen le plus efficace pour atteindre un but déterminé, dans le respect des principes et des agents), et elle est *dialectique* (démonstration *par l'unité-opposition*, ici le renversement). Au surplus elle est conforme au principe de justice.

5) Les formes de la fantasmagorie financière

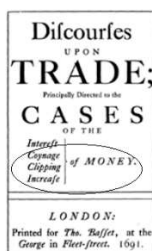
A l'inverse, l'action directe sur le taux de l'intérêt relève d'une véritable fantasmagorie à propos de la justice des échanges, et de la classe marchande

Au nom de la justice des échanges, la théologie a conduit à la prohibition de l'intérêt, de manière radicale. Maintenir cette attitude conduirait selon l'auteur à une rétrogradation d'un siècle. Car théologiquement tout taux étant blâmable, l'offre et la demande de prêts disparaîtraient. Faute d'hypothèques, la Gentry serait conduite à vendre ses propriétés. L'offre de terre s'accroissant, la rente du sol s'effondrerait. Tandis que les commerçants pourraient alors spéculer sur le temps, obtenant une forme déguisée de l'intérêt. Finalement, les pauvres demeureront pauvres, tout comme ils l'étaient il y a un siècle.

De même la démesure gouverne t'elle les opinions sur la place du capital marchand dans le Royaume. Manifestement l'opinion compte mal ou ne sait pas compter. Elle évalue le capital marchand avec des double comptes, lorsqu'elle inclut dans la monnaie les titres fonciers. L'exemple de North est celui d'un rentier de 5000£/an endetté de 800£/an, dans lequel le double compte consiste à grossir le capital de 800£/an en évaluant à la fois la terre (800£) et la créance du prêteur (800£).

On surévalue en conséquence l'effectif des « Moneyed men ». Ils sont dit North, peu nombreux. L'opinion est dupée par sa méconnaissance des pratiques financières, telles que les « promissory notes » (billets à ordre) ou autres effets endossables (lettre de change). Un endossement de X qui demande à Y de payer W, laisse penser qu'il circule plus de monnaie qu'il en existe, et donc que le Royaume est plus riche qu'il ne l'est.

SECOND DISCOURS : Discours sur la frappe, le rognage et l'augmentation de la monnaie



Sir Dudley North

« *discourses upon trade* »

« Case of the coynage, clipping, increase of money » : frappe, rognage, croissance de la monnaie

I) Richesse et pauvreté ne sont que des phénomènes de marché

II) Critique du chrysohédonisme

Après avoir rappelé que les espèces constituent un équivalent général pour les échanges, dûment authentifié et garanti par la loi, et donc satisfaisant tous les échangistes, North en vient à l'examen de la demande de monnaie, à ses motifs. Il montre que le supposé manque de monnaie dénoncé par l'opinion, ou à l'inverse l'abondance, sont les résultats d'un fonctionnement normal du marché.

L'opinion commune des vendeurs dont les marchandises s'écoulent mal ou pas du tout, consiste à situer la cause dans la pénurie de monnaie. Cette opinion est quasi générale : « *want of money, is the common cry* » .

North souligne d'abord l'aspect « *mercantiliste* », voire « *chrysohédoniste* » de cette opinion. La richesse rappelle t'il ne réside pas dans le Trésor accumulé, mais dans la propriété des biens ou la circulation de la monnaie. Puis il examine les causes profondes.

I2) La métaphore du *mendiant*

Par une métaphore, celle du mendiant, il déduit que la demande de monnaie exprimée par celui-ci est une demande de pain, non d'espèces. Il en est de même de la plainte exprimée par les fermiers. La demande de monnaie qu'ils revendiquent implicitement, est celle d'une demande solvable selon le *prix d'offre* de son blé, de son bétail. La véritable question est donc cette insolvabilité elle-même. Trois causes peuvent l'expliquer, relevant toutes des lois du marché :

- 1) Excès d'offre de blé et de bétail national, et donc éviction d'une partie d'entre eux
- 2) Ou leur désir insatisfait d'exportation, tout comme si l'offre était rationnée comme en temps de guerre
- 3) Ou la baisse de la consommation, due à une récession

Autant de causes qui illustrent un marché déprimé, sur lesquelles doivent porter les remèdes, et non ou de l'abondance monétaire. Pour cela, il faut jeter un regard historique sur ce que fut le commerce et les stades qu'il a traversés.

I3) Généalogie du trade : correction de jugements erronés

- a) Une proposition de bon sens : La source de la richesse est l'échange de biens issus du travail humain

Le commerce et les échanges sont nés du travail humain. Travail qui se diversifie à mesure de la croissance des richesses. Il est clair qu'un pays doté uniquement de terre et d'hommes, n'échangera que les fruits de la terre et des mines, et en exportant ceux-ci satisfera ses besoins dans les autres biens. Une productivité accrue du travail permettra même d'importer un excédent de biens étranger, qu'il pourra vendre sur le marché international. C'est ainsi que l'Angleterre vend aux Français, aux espagnoles, aux turcs, etc.. non seulement sa propre production de vêtements, étain, plomb etc.. mais achète aussi, là où

ils sont bon marché, sucre, poivre, calicots (toile de coton brute) etc.. qu'elle réexporte avantageusement. Dans ce développement du commerce, l'or et l'argent sont traités comme des marchandises comme les autres, acquis là où ils sont abondants, et vendus selon la demande avec profit, tout comme les autres marchandises. Ainsi une nation dynamique et prudente s'enrichit t'elle, et une nation paresseuse s'appauvrit t'elle. Et, il est vrai de penser qu'il puisse exister d'autres pratiques où politiques permettant l'enrichissement.

Mais cette proposition, si pleine de bon sens, est insuffisamment comprise pour pouvoir être admise par tous. Ils pensent au contraire pouvoir au moyen de lois conserver l'or et l'argent du commerce ; et s'attendent donc à s'enrichir immédiatement : ce qui est complètement fallacieux, et a empêché, par le passé, la croissance de la richesse de beaucoup de pays.

b) Démonstration par l'absurde

Pour apprécier plus clairement cela en allant droit au but, on peut prendre le cas du marchand d'une ville ou d'un comté. Dans l'hypothèse d'une telle loi, cela signifierait que tout autre exportateur de biens, devrait laisser le résultat de ses ventes, dans la ville ou le comté. En conséquence cette dernière serait isolée du reste de la nation car on ne peut qu'y acheter. Inversement, les habitants ne pourraient se rendre ailleurs comme acheteurs, mais seulement comme vendeurs. Une situation misérable attend donc pareille ville (ou comté), relativement à celle de ses voisins dont le commerce est libre. Et vous pouvez étendre cet exemple à l'échelle du monde. Les mêmes maux frapperaient un pays dont l'argent et l'or sont les principales marchandises, s'il était prohibitionniste.

Dans la mesure donc où le commerce et l'échange doivent être considérés comme les principales sources d'enrichissement, il importe d'approfondir ce sujet.

c) Le rôle de la psychologie humaine ou des « appétits »

Le principal aiguillon du commerce, de l'industrie et de l'ingéniosité, est l'appétit exorbitant des hommes et qui les pousse à l'ouvrage. Car s'ils se contentaient du nécessaire, nous serions dans le cas d'une nation pauvre. Le glouton aime les délices, tout comme le joueur l'argent, et l'avare, le trésor, et d'autres. Toutefois, ceci peut bénéficier à d'autres dont l'appétit est moins exorbitant. Si l'avare ne tire pas beaucoup de bénéfices, néanmoins ses descendants en profitent pour dissiper sa fortune. Un homme avide, travaillant de ses propres mains, rend service à ceux qui l'emploient, et à l'inverse s'il profite du travail des autres, ceux-ci retirent le bénéfice d'être employés.

d) Lois somptuaires

Il existe dans certains pays des lois somptuaires. Ces pays sont généralement pauvres. En limitant la dépense, c'est l'industrie et l'ingéniosité qui est réduite. Ce qui n'empêche pas les familles de survivre, mais l'accroissement de la richesse est obéré. La stimulation réciproque est préférable. Les gens de basse condition, cherche à imiter l'ardeur au travail des riches et puissants. Et la vanité même est profitable à la collectivité.

On pourrait objecter que la richesse de la nation n'est pas à la mesure du commerce intérieur, mais du commerce international. Il est vrai que sans commerce extérieur, il n'y aurait pas de richesses au sens où on l'entend communément. Mais il est tout aussi vrai que le commerce extérieur dépend du commerce intérieur, les deux étant liés.

La correction de ces jugements erronés est faite par North sous la forme d'une « proposition principale » relative à la richesse :

the Proposition I chiefly aim to prove; which is, that Gold and Silver, and, out of them, Money are nothing but the Weights and Measures, by which Traffick is more conveniently carried on, then could be done without them: and also a proper Fund for a surplusage of Stock to be deposited in.

L'or et l'argent sont les moyens de mesure de la valeur sans lesquels la circulation des marchandises serait impossible. Ainsi que des réserves de valeur.

II) Définition, nature et conséquences de la régulation monétaire par l'hôtel des monnaies

II1) La monnaie nationale estampillée est l'équivalent le plus sûr

Ce que confirme l'état des nations très pauvres sans monnaie et qui aux origines des échanges ont utilisé un substitut, comme le cuivre en Suède ou le sucre et le tabac dans les colonies de plantation. Ce n'est qu'à un stade de développement de la richesse que l'or et l'argent ont supplanté les autres, comme c'est le cas dans les colonies. Ressort ainsi la nécessité (non absolue) d'un atelier des monnaies (ou Institut d'émission ou Mint). En son absence, la monnaie circulante est celle d'autres Princes comme ce fut le cas en Irlande et dans les plantations. C'est aussi le cas des monnaies turques, qui sont celles de toute la Chrétienté.

Mais les pays qui utilisent la monnaie étrangère subissent des désavantages, car ils paient aux étrangers la frappe qu'ils pourraient réaliser eux-mêmes, conférant à celui-ci un avantage. La monnaie frappée vaut en effet plus que celle d'argent non frappée, de même aloi et de même, cette monnaie dévaluée irait, dit North, à la refonte, dégageant un gain proportionné à celle-ci.

Il apparaît ainsi que faute d'un atelier des monnaies régulant son accroissement, un pays riche n'a pas intérêt à accepter n'importe quelle type de monnaie.

II2) La question de la quantité de monnaie ou la TQM de North

La TQM, telle que la conçoit North est de nature à la fois quantitative et qualitative. Car il intègre la variété des moyens de paiement.

Elle peut être présentée par un schéma d'ensemble. Les variables sont des quantités, mais de nature différente :

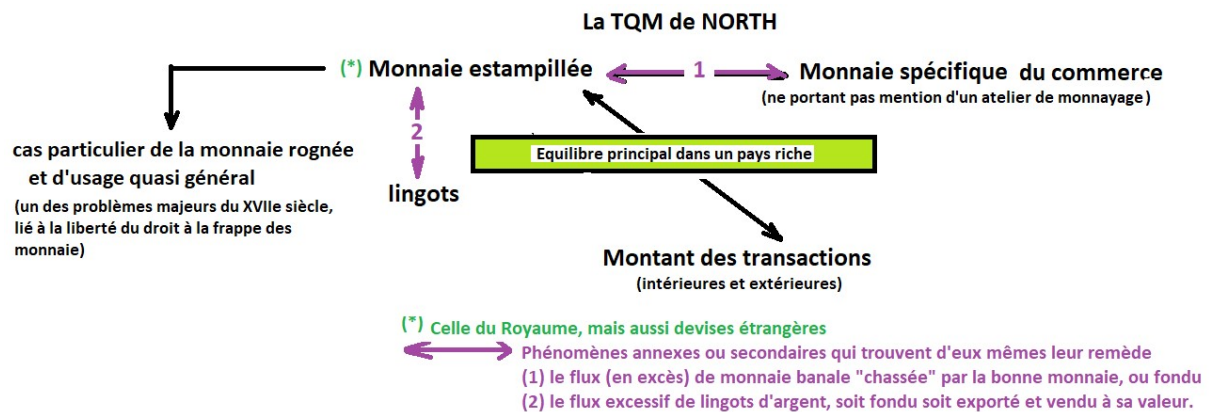
La monnaie estampillée ou frappée ou légale, qui est la *bonne monnaie*,

La monnaie estampillée ou frappée ou légale mais « *rognée* » (voir paragraphe plus bas)

Les lingots (argent ou or)

Les monnaies spécifiques ou sans mention d'un atelier de monnayage. Elles peuvent être nationales puisque l'Angleterre autorise la frappe libre de la monnaie, ou étrangères. Elles ont pour caractéristique générale celle des pièces émises à l'intérieur : « *rudimentary coins, of an odd denomination* » (pièces rudimentaires à la dénomination étrange), bien que d'argent.

On peut retenir que la distinction entre les pièces recouvre les deux types que sont : les pièces estampillées, dite « *milled money* » (ou ciselées sur le pourtour), bonne monnaie légale depuis 1561 sous Elisabeth Ière ; et celles dites « *hammered money* » (ou avec motif écrasé et donc rudimentaires).



L'équilibre premier dit tout d'abord North doit être la proportionnalité (diagonale en vert) entre le montant des affaires réalisées et la quantité de monnaie estampillée, la seule bonne monnaie. Car tout excès de monnaie relativement au montant des transactions, réduit cette monnaie à la valeur des monnaies non estampillées, requérant alors sa fonte.

Lorsqu'un pays est riche, il ne recourt pas aux monnaies spécifiques, bien qu'il attire celle des autres nations. Mais tout excédent de celles-ci, comme de monnaie nationale estampillée, doit être fondu en lingots ou en vaisselle de luxe, ou vendu à sa valeur intrinsèque. Pour preuve, North rappelle que les monnaies frappées depuis la mise en place de la liberté de la frappe en Angleterre, ont pour l'essentiel été fondues (selon son expression : « *The Melting-Pot devours all* »).

Il en est de même des lingots d'or et d'argent, en provenance d'Espagne notamment. Au-delà des stricts besoins pour la frappe, les lingots ont été exportés selon la demande.

Comme l'indiquent la couleur mauve du schéma, la théorie quantitative de North, considère donc comme des phénomènes secondaires et autorégulés (car destinés à la fonte et à la vente), les flux excessifs de monnaie banale, et aussi de lingots. Le véritable problème est celui de l'équilibre : quantité de bonne monnaie émise et niveau des transactions. Ce problème se pose avec autant d'acuité que la pratique du *rognage de la bonne monnaie s'est diffusée en Angleterre*.

III) Pour en finir avec *le rognage de la bonne monnaie* : le rôle décisif des marchands

Résumé : Partant du problème concret du rognage de la bonne monnaie, North déploie un argumentaire subtil dont la finalité est de conférer institutionnellement aux marchands la conduite des affaires monétaires dans le Royaume. Pour cela il identifie tout à tour deux victimes du fléau : la Nation puis les marchands, et montre ainsi que leurs intérêts sont convergents.

III1) la liberté d'émission nuit à l'ensemble de la Nation

La Nation supporte le coût résultant de la liberté du monnayage. Ce coût est dans le manque à gagner pour le droit de monnayage (ou *seigneurage*), et dans la dévalorisation de la monnaie estampillée. Ce qui explique par exemple que la valeur de la monnaie espagnole excède d'un penny/once, celle de la monnaie estampillée anglaise.

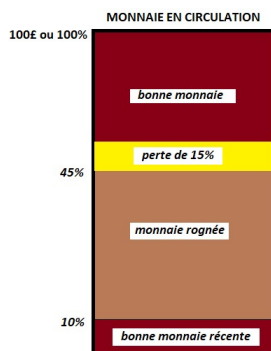
La liberté de la frappe octroyée depuis plusieurs années, et qui a donné lieu aux abus de *rognage*, a été erreur. Son remède ne peut être que monétaire.

L'interdiction pure et simple de la monnaie rognée soulève la crainte de la disparition de toute monnaie. C'est en effet une habitude culturelle inscrite. La monnaie courante est devenue la monnaie rognée. Et l'exemple des anciens « groats » en voie de disparition, illustre ce risque reconnu par North. Selon lui il s'agirait d'un procédé coûteux, et qui ne ferait qu'ajouter au mal. De plus il altérerait la confiance.

III2) Si perte il y a, les victimes sont les marchands et commerçants

a) La mesure de la perte due au rognage et le stratagème de North : « *le rognage tue le rognage* »

North suggère une estimation de la perte due au rognage sur un total de bonne monnaie équivalent à 100£, soit 100%. Le résultat est le suivant :



On lit que sur 90% de monnaie en circulation non récente : 1/2 rognée et 1/2 bonne, donc 45 % sans perte, mais en réalité estime l'auteur, pas plus du 1/3 (env. 30%). D'où ($45 - 30 = 15$), il reste donc 15% de mauvaise monnaie au maximum (partie jaune). La perte estimée est ainsi évaluée à 15%.

Les stratagème de North pour mettre fin au rognage est la dissuasion, telle que « *le rognage tue le rognage* ».

Supposons maintenant, dit il, une levée d'impôts interdisant la mauvaise monnaie sauf paiement de 5s.2d./once pour chaque pièce (ce qui reviendrait à couper en deux chaque pièce). L'impôt serait spontanément acquitté en bonne monnaie. Car, les contribuables auraient en effet pour choix de s'acquitter en monnaie légale, ou bien de rogner à demi leurs pièces rognées.

La leçon est donc que personne n'accepte la mauvaise monnaie comme moyen de paiement.

b) Qui subit la perte et qui peut y remédier ?

La quantité de monnaie en circulation est en générale surestimée, (du fait des apparences telles que la fréquence de son usage, de la vitesse de circulation, de la valeur échangée). Donc la perte qui peut en résulter, l'est également.

Or, le marchand et les propriétaires terriens gèrent plutôt l'essentiel de leur monnaie, avec les orfèvres et des clercs. Ils ne conservent que le 1/10^e de leur monnaie en cash. Et cela dépend du cours du commerce. On peut donc conclure que la quantité de monnaie spécifique est dans ce Royaume plus faible que ne le pense l'opinion.

De plus, si la monnaie spécifique est concentrée là où est le cash, cela représente une perte localisée.

D'autres facteurs de limitation sont :

- la thésaurisation, car celle-ci est en bonne monnaie

- le dénuement des pauvres gens qui en possède peu ou pas du tout.

- L'absence de réserve chez le fermier supposé payer le propriétaire aussitôt qu'il encaisse.

Par conséquent ce sont les gens de commerce qui sont les premiers concernés. Ils sont ceux qui détiennent le plus de cash et donc ceux qui supportent la perte. En résumé, dit l'auteur, la monnaie rognée est un grand mal, et plus il y en a, plus le remède est difficile. S'il affecte toute la collectivité, il s'agit d'un grave problème. Sinon elle ne devrait pas s'en plaindre.

D. North parvient ainsi à ses fins. les marchands et les commerçants sont présentés comme les victimes des maux contre lesquels plaide la collectivité exprimée dans l'opinion commune. La législation monétaire aggrave le mal au détriment des marchands, et le lancinant problème du rognage pèse le plus sur ceux. La conclusion s'ensuit : un plaidoyer pour les marchands et l'industrie, sous la forme de la disparition des rigidités institutionnelles, et une franche ouverture vers le libre échange. L'auteur n'hésite pas à stipuler qu'elle exige la paix, et la participation des marchands et industriels aisés aux

plus hautes fonctions. Alors la monnaie et la richesse croîtraient et les problèmes dits monétaires disparaîtraient.

Pour toutes ces raisons on dira que l'enseignement de « *The case of coynage, clipping, increase of money ...* » est qu'à tous égards « *la monnaie est une affaire de marchands* ».

Postscript.

Upon farther Consideration of the Foregoing Matters, I think fit to add the following Notes.

Sir Dudley North : « *discourses upon trade* »

Postscript « Notes additionnelles aux observations précédentes »

Ceux qui se plaignent du manque de numéraire, sont ceux qui considèrent la croissance comme un processus d'accumulation d'or et d'argent, d'argenterie et de lingots.

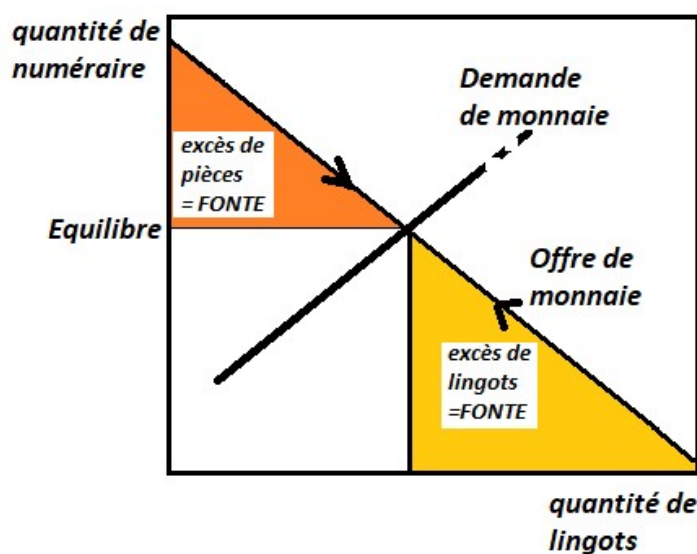
D. North continue à démystifier ce point de vue « *mercantiliste* » erroné, à l'aide d'exemples qui traduisent son absurdité.

Les leçons principales sont :

- D'abord la signification de la croissance économique elle-même , qui est : l'accumulation de biens échangés, permise par de hauts salaires et un bas prix des marchandises
- Il est vain de requérir, dans l'intérêt général, la conversion en monnaie du luxe détenu par la gentry et les propriétaires fonciers. Ceci quelle que soit la méthode :
La dépense de luxe fait partie de la dépense nationale. Elle est justifiée, parce qu'elle traduit un achat de biens tangibles, et envié. La prohiber c'est au contraire démotiver le commerce.

Portant le sujet au niveau macro-économique, D. North consacre l'essentiel du Postscript à la *dévaluation (réévaluation) monétaire*. L'Institut d'émission, dit il, gère sainement la masse de numéraire et les lingots, suivant l'état du marché des transactions, donc suivant l'offre et la demande, comme ci-dessous :

L'EQUILIBRE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE MONNAIE
METALLIQUE par la FONTE

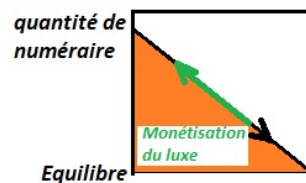


Il ressort du graphique qu'une pénurie générale de monnaie est hautement improbable, et serait signe d'un état de pauvreté hors de propos. D. North semble ainsi suggérer un mécanisme d'équilibre

Rachid FOUDI : *Cours d'histoire de la pensée économique* – « Sir Dudley North : '*Discourses upon trade* » - 1691 - Chapitre introductif 2 - Page 15 sur 17 -

monétaire automatique à l'échelle internationale, du aux flux et reflux (« *ebbing and flowing of money* »). Mais il ne s'agit nullement d'une véritable théorie, car elle n'enseigne rien ni sur le niveau des transactions susceptible d'attirer ou de faire reflux la monnaie, ni sur l'origine de la « thésaurisation » d'où est censé surgir un nouveau flux, ou s'engouffrer un nouveau reflux. Sa limite théorique est évidente, comme l'a constatée J. Viner, il ignore le différentiel des prix internationaux et partant la balance des paiements.

Mais le graphique peut laisser penser, comme le croît l'opinion qu'une *dévaluation* de l'once d'argent, par exemple à 5£ contre sa valeur nominale allant de 5£ à 6£, ou une *réévaluation* à 5£ contre sa valeur nominale allant de 4£ à 5£, se traduirait par une monétisation de l'intégralité de l'argenterie. Autrement dit, se produirait spontanément le phénomène local en vert dans le graphique :



En supposant le phénomène effectif et général (la quantité de numéraire devenant maximale), D. North interprète une telle intervention, comme une loi somptuaire, aux effets désastreux. Une telle loi va à l'encontre du but visé (la hausse de la consommation). Car ainsi privées de leurs biens de luxe, les classes aisées, se refuseraient désormais à toute dépense ostentatoire.

Il est donc illusoire de faire reposer la croissance de la richesse sur des manipulations monétaires, telle la modification de *l'aloi des monnaies* (réévaluation ou dévaluation). Deux autres phénomènes permettent à North de conforter ce point de vue :

- Le prix de l'argent et celui de l'or (lingots) varient en raison inverse de chaque manipulation. Une monnaie d'argent dévalué, entraîne, pour un même niveau de transactions, une hausse de la demande de lingot d'argent, et donc celle de son prix. Inversement dans le cas d'une réévaluation.
- La même symétrie prévaut entre les manipulations d'un côté, et les créances et dettes de l'autre. Les créances et dettes ne sont en rien modifiées, à la valeur nominale près qui, dans le cas d'une réévaluation, octroie un avantage au débiteur.

La conclusion de North, lui permet de réitérer le message délivré dans les deux « *discourses* » : L'interventionnisme en matière monétaire ne peut consister, dirait on, qu'à *pédaler dans le vide*. Car il ne peut créer la richesse, ou la faire surgir là où elle n'est pas. Rien d'autre ne peut être favorable au commerce et à la richesse, sinon : Paix, Industrie et liberté.

Conclusion générale au chapitre introductif 2

R. North, dans la Préface, a fort justement insisté sur l'originalité de la méthode employée par son frère Dudley, pour mettre en valeur l'efficacité des pratiques employées par les marchands pour réaliser l'intérêt général. Il a souligné son cartésianisme. La présentation ci-dessus, des « *discourses* », a pu le confirmer. Si cartésianisme il y a, il s'applique à un objet économique, l'échange, et particulièrement l'échange monétaire. L'originalité n'est plus alors de nature simplement méthodologique (ou philosophique), mais purement économique. Car North procède dans son argumentation au moyen d'exemples nombreux mettant en œuvre :

L'analyse *coûts – avantage* (comme expression de la dialectique cartésienne)

Les effets d'*éviction* dus à l'interventionnisme : comme par exemple le fait que de trop gros consommateurs (les classes aisées), sont exclus de la consommation par la législation dont le but est paradoxalement d'accroître la consommation.

Et plus généralement *la loi de l'offre et de la demande*, celle du *marché*, qui constitue pour lui une *généralité*, quel que soit l'objet économique considéré. Ce qui lui permet par exemple, d'anticiper les théories monétaires métallistes du début du siècle à venir, et dont il est un représentant à la fin du XVIIe siècle.

Donc avec les « *Discourses upon trade* » de 1691, la rationalité économique devient cartésienne, ou, si l'on préfère, la rationalité cartésienne intègre l'économique. Trois ans après, la Banque d'Angleterre est créée sous l'égide d'un autre défenseur célèbre du « libre échange » : William Paterson.

-∞-